



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 02 OCT. 2024 modifiant les modalités d'exploitation de l'usine agro-alimentaire exploitée par la société « LUNOR DISTRIBUTION » localisée sur la commune de LUNERAY

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 autorisant la société LUNOR DISTRIBUTION à LUNERAY à augmenter ses capacités de production de légumes cuits sous vides et de modifier le plan d'épandage ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 prescrivant l'ouverture d'une participation du public par voie électronique (PPVE), du 27 mai au 11 juin 2024 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le compte rendu de la visite technique et l'étude de stabilité des digues des bassins de stockage de l'usine de LUNERAY du 23 octobre 2019 ;
- Vu le porter à connaissance du 1^{er} décembre 2023 relatif à la mutualisation de la station d'épuration avec le futur établissement LUGO, et au nouveau procédé envisagé ;
- Vu la décision du 4 janvier 2024 quant à la réalisation d'une évaluation environnementale, prise en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet relatif à la mutualisation de la station d'épuration de la société LUNOR DISTRIBUTION, sise Rue du Général De Gaulle à LUNERAY (Seine-Maritime) avec la société LUGO ;
- Vu la synthèse des observations relevées lors de la participation du public par voie électronique organisée du 27 mai au 11 juin 2024 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 août 2024 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel le 4 septembre 2024 ;
- Vu les observations émises par le pétitionnaire en retour par courriel du 27 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT :

que la société LUNOR DISTRIBUTION est autorisée à exploiter une usine agro-alimentaire de production de légumes cuits sous vides sur la commune de LUNERAY ;

que le site prévoit de traiter sur son site les eaux d'une autre installation classée soumise à autorisation simplifiée (enregistrement) ;

que cette modification n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

que cette modification n'est pas de nature à entraîner de nouveau danger ou inconvénient par rapport à la situation actuelle ;

qu'en conséquence, les modifications projetées peuvent être considérées comme notables mais non-substantielles ;

que conformément aux articles R. 181-45, L. 181-3 et L. 181-14 du code de l'environnement, il convient de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation par un arrêté préfectoral complémentaire ;

l'absence d'observation émise lors de la participation du public par voie électronique organisée du 27 mai au 11 juin 2024 ;

que le compte rendu de la visite technique et l'étude de stabilité des digues des bassins de stockage de l'usine de LUNERAY établissent que les digues ne sont pas classées comme barrages au sens du décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

que ces bassins de lagunage d'un volume unitaire de 50 000 m³ surplombent la commune de BRACHY ;

qu'au regard des enjeux, il convient d'encadrer la surveillance de l'état des bassins ;

qu'il n'y a plus d'appareil contenant des PCB ou PCT sur le site ;

que l'activité de criblage et de nettoyage n'a pas augmenté mais qu'il convient de mettre à jour la puissance autorisée au regard de l'activité réelle exercée en amont des installations classées au titre de la rubrique n°2220 de la nomenclature ;

que les tours aéroréfrigérantes autorisées par l'arrêté du 7 avril 2008 n'ont jamais été mises en service ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société LUNOR DISTRIBUTION, dont le siège social est situé rue du Général de Gaulle à LUNERAY (76810), et qui exploite une usine agro-alimentaire de production de légumes cuits sous vides à cette adresse, est tenue de respecter les dispositions complémentaires suivantes.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 avril 2008 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	Régime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité autorisée
2750		A	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	
2220	1	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson et appertisation ; la quantité de produit entrant étant supérieure à 10 t/j	280 t/j 70 000 t/an
2260	1	E	Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	965 kW
2910	B-1	E	Installation utilisant seuls ou en mélange des produits autres que ceux visés en A ; le biogaz autre que celui visé en 2 910-A, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	1 chaudière gaz naturel + biogaz : 6,7 MW
1530	2	DC	Dépôt de bois, papier, carton ; la quantité entreposée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	1 300 m ³
1532	2 b	D	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues ; la quantité susceptible d'être présente étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	Stockage de caisse en bois « palox » : 3 400 m ³
2661	1	D	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression ; la quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j	4 t/j
2910	A-2	DC	Installation consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière gaz naturel : 5,5 MW 1 chaudière secours gaz naturel : 5,5 MW 1 chaudière gaz naturel pour le bâtiment frais : 0,3 MW soit : 11,3 MW
2925		D	Atelier de charge d'accumulateurs ; la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	56 KW

**A : installation soumise à autorisation*

E : installation soumise à enregistrement

D : installation soumise à déclaration

DC : installation soumise à déclaration avec contrôle périodique »

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Activité autorisée	Régime
1.1.1.0.	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique	Forage	D
1.1.2.0.	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2. Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D)	Prélèvements autorisés : 100 000 m ³	D
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface du site 4,5 Ha	D
2.1.3.0.	Epandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes : 2. Quantité épandue de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/ an ou azote total compris entre 0,15 t/ an et 40 t/ an (D)	Epandage de 450 tonnes de matière sèche	D

Article 3 – Conformité au dossier de porter à connaissance

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues dans son porter à connaissance du 1^{er} décembre 2023 et notamment la création d'un bassin tampon au sein de la station d'épuration afin de lisser la charge entrante sur 7 jours.

Article 4 – Suivi des bassins de Brachy

L'exploitant maintient les lagunes externes en bon état de sécurité et aptes à remplir leurs fonctions.

L'état des ouvrages fait l'objet d'un suivi régulier, à une fréquence ne pouvant être inférieure à 1 visite tous les 2 mois.

Ce suivi est formalisé à l'aide d'une fiche dédiée à chaque bassin. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de LUNERAY et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de LUNERAY pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de LUNERAY fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de LUNERAY et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la société LUNOR DISTRIBUTION.

Fait à ROUEN, le **02 OCT. 2024**

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Béatrice STEFFAN